



NIGER/NIGERIA

Tensions croissantes entre le Niger et le Nigeria : Une rivalité historique

ÉCONOMIE

Les dix pays africains les plus endettés envers le FMI

SOUDAN

Médecins Sans Frontières alerte sur la progression de l'épidémie de choléra due à l'afflux de réfugiés soudanais

GRAND FORMAT

ARMAND SEYA

DG BUTEC Afrique de l'Ouest

*Innover pour
répondre aux
défis énergétiques
de demain*



SOMMAIRE

POLITIQUE

TENSIONS CROISSANTES ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA : UNE RIVALITÉ HISTORIQUE

3 - 4

GUINÉE : L'OPPOSITION ET LA SOCIÉTÉ CIVILE ANNONCENT QU'ELLES NE RECONNAÎTRONT PLUS LES AUTORITÉS DE LA TRANSITION À PARTIR DU 31 DÉCEMBRE 2024

5

MOZAMBIQUE : ÉVASION MASSIVE DE PLUS DE 1 500 DÉTENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCES POST-ÉLECTORALES

6

CÔTE D'IVOIRE : LA CDC-CI CAPITAL INVESTIT 1,5 MILLIARD FCFA DANS ADVANS CI POUR SOUTENIR LES PME ET LES INITIATIVES CLIMATIQUES

7 - 8

ÉCONOMIE : LES DIX PAYS AFRICAINS LES PLUS ENDETTÉS ENVERS LE FMI

9 - 10

GRAND FORMAT

ARMAND SEYA

DG BUTEC AFRIQUE DE L'OUEST

INNOVER POUR RÉPONDRE AUX
DÉFIS ÉNERGÉTIQUES DE DEMAIN



11 - 20

SOCIÉTÉ

CÔTE D'IVOIRE : pari réussi pour la cheffe ZEINAB BANCÉ, nouveau record GUINNESS du plus long marathon de cuisine

21 - 22

TRIBUNAL DE BELGIQUE : LE PROCÈS DE LA CHANTEUSE MALIENNE ROKIA TRAORÉ REPORTÉ AU 8 JANVIER 2025

23 - 24

SOUDAN DU SUD : MÉDECINS SANS FRONTIÈRES ALERTE SUR LA PROGRESSION DE L'ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA DUE À L'AFFLUX DE RÉFUGIÉS SOUDANAISS

25

NAUFRAGE TRAGIQUE AU LARGE DU MAROC : PRÈS DE 70 MIGRANTS, PRINCIPALEMENT ORIGINAIRES DU MALI, PORTÉS DISPARUS

26



POLITIQUE

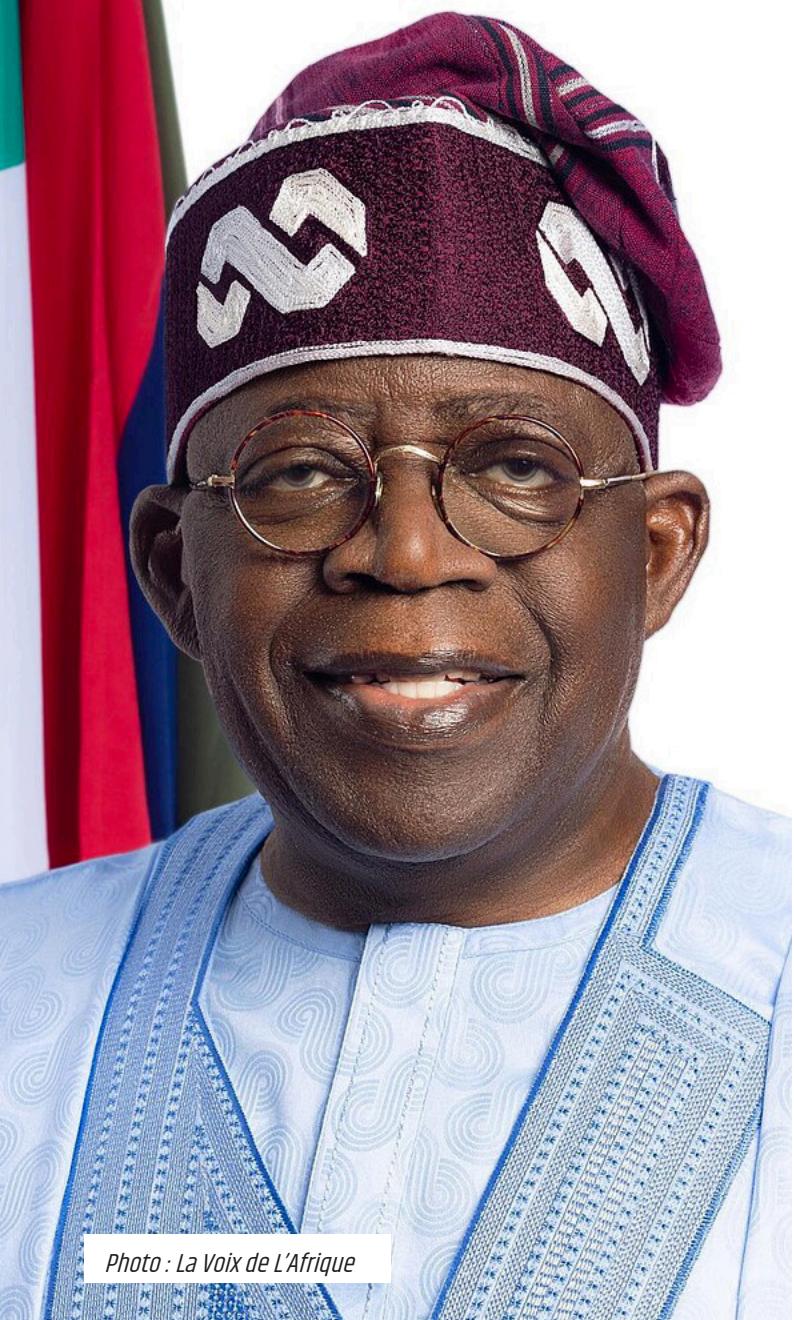


Photo : La Voix de L'Afrique



NIGER/NIGERIA TENSIONS CROISSANTES ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA: UNE RIVALITÉ HISTORIQUE

CONFLIT

POLITIQUE



Tensions croissantes entre le Niger et le Nigeria : Une rivalité historique

Les relations entre le Niger et le Nigeria, deux pays voisins d'Afrique de l'Ouest, se sont récemment détériorées, alimentées par des accusations mutuelles et des événements géopolitiques marquants. Cette situation délicate soulève des inquiétudes quant à la stabilité régionale et à la sécurité des populations des deux nations.

Les tensions entre le Niger et le Nigeria ne sont pas nouvelles, mais elles se sont intensifiées ces derniers mois, notamment après le coup d'État militaire au Niger en 2023. Ce changement de régime a provoqué des remous politiques dans la région, exacerbant les rivalités historiques et les préoccupations sécuritaires. Le Niger, qui a récemment annoncé son retrait de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a vu ses relations avec le Nigeria se tendre, en particulier concernant la coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme.

Le 21 décembre 2024, le ministère des Affaires étrangères du Niger a accusé le Nigeria de vouloir déstabiliser son gouvernement, affirmant que le pays voisin servait de « base arrière » à des opérations visant à saper la stabilité du Niger. Ces accusations ont été formulées dans un contexte où des actes de sabotage ont été signalés sur un pipeline transportant le pétrole nigérien vers le Bénin, actes que Niamey attribue à des groupes armés opérant depuis le Nigeria.

En réponse, le gouvernement nigérian a rejeté ces allégations, affirmant qu'il n'y avait aucune présence de troupes militaires françaises dans le nord du Nigeria, comme le prétendait le Niger. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères nigérian a qualifié ces accusations de « totalement infondées »,

soulignant que le Nigeria ne soutenait aucune action visant à déstabiliser son voisin.

Les tensions entre les deux pays ont des implications significatives pour la sécurité régionale. Le Niger, qui fait face à des menaces terroristes croissantes, notamment de la part de groupes comme Boko Haram et l'État islamique, dépend de la coopération avec le Nigeria pour lutter contre ces menaces. Cependant, les accusations réciproques et la méfiance croissante compliquent cette coopération.

De plus, la situation est exacerbée par la présence de groupes armés dans la région, qui exploitent les tensions entre les États pour renforcer leur influence. Les actes de sabotage sur le pipeline, qui se sont multipliés, illustrent la vulnérabilité des infrastructures critiques et la nécessité d'une réponse coordonnée pour garantir la sécurité des ressources énergétiques.

Pour apaiser les tensions, il est crucial que les deux pays engagent un dialogue constructif. La diplomatie joue un rôle essentiel dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest, et des initiatives de médiation pourraient aider à rétablir la confiance entre le Niger et le Nigeria. Les deux nations doivent également travailler ensemble pour renforcer la sécurité régionale et lutter contre les menaces terroristes qui pèsent sur leurs populations.

Les tensions entre le Niger et le Nigeria sont le reflet d'un contexte géopolitique complexe, marqué par des rivalités historiques et des défis sécuritaires croissants. La coopération et le dialogue sont essentiels pour surmonter ces défis et garantir la stabilité dans la région.



Photo : Le courrierdeconakry.com

L'opposition et la société civile annoncent qu'elles ne reconnaîtront plus les autorités de la Transition à partir du 31 décembre 2024

En Guinée, la plateforme des Forces vives, regroupant des partis d'opposition et des organisations de la société civile, a annoncé qu'elle ne reconnaîtra plus les autorités de la Transition à partir du 31 décembre 2024. Cette date avait initialement été fixée comme limite pour le retour à l'ordre constitutionnel, conformément à un accord établi avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Cependant, il y a deux semaines, le porte-parole du gouvernement a confirmé que cette échéance ne serait pas respectée, évoquant plutôt une « deuxième phase » centrée sur la refondation de l'État, sans fournir davantage de précisions.

Face à cette annonce, les Forces vives de Guinée ont publié un communiqué dans lequel elles exigent une transition civile et dénoncent le non-respect des engagements pris par les autorités.

Abdoul Sacko, coordinateur du Forum des forces sociales de Guinée et l'un des signataires de la déclaration, a exprimé son mécontentement :

« Nous sommes à un tournant, car le

chronogramme de la Transition, que les autorités se sont attribué et que le peuple guinéen ainsi que la communauté internationale ont accepté, arrive à son terme. Pourtant, aucune responsabilité n'a été prise concernant les démarches techniques, administratives et sociopolitiques qui ont conduit à ce non-respect des engagements. » Il a également critiqué l'absence d'actions concrètes pour rétablir l'ordre constitutionnel : « La responsabilité exige que nous nous engagions à travailler, à informer et à mobiliser le peuple en faveur d'une transition civile, tout en respectant et en donnant un sens à cet engagement. Nous faisons face à un ras-le-bol généralisé. »

Cette déclaration illustre un mécontentement profond au sein de la population guinéenne, exacerbée par le non-respect des engagements pris par les autorités transitoires. La population aspire à un retour à la démocratie et à des réformes significatives qui répondent aux attentes des citoyens.

La situation reste tendue, et les semaines à venir s'annoncent décisives pour l'avenir de la Transition en Guinée.



Photo : Cnews

Évasion massive de plus de 1 500 détenus dans un contexte de violences post-électorales

Le 25 décembre, le gouvernement mozambicain a confirmé une évasion spectaculaire dans une prison de haute sécurité près de Maputo. Plus de 1 500 détenus ont réussi à s'échapper en pleine après-midi. Les circonstances exactes de cette évasion restent floues, mais elle intervient dans un contexte de violences croissantes, déclenchées après la validation par le Conseil constitutionnel de la réélection de Daniel Chapo, crédité de 65 % des voix.

Lors d'une conférence de presse, Bernardino Rafael, chef de la police du Mozambique, a révélé que 1 534 détenus étaient évadés de la prison centrale de Machava, située à environ quinze kilomètres de la capitale. Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent une foule s'échappant du bâtiment, tandis que des coups de feu retentissent dans les rues environnantes. Certains fugitifs ont même emporté les armes des gardiens.

À ce jour, 150 évadés ont été repris. Les affrontements entre les détenus et les forces de l'ordre ont fait 33 morts et 15 blessés, selon les autorités. L'évasion a été facilitée par le chaos engendré par des manifestants réunis près de la prison, permettant aux détenus de faire tomber une partie du mur d'enceinte. Parmi les évadés figurent des individus liés à des groupes djihadistes actifs dans la province de Cabo Delgado, une région en proie

à une insurrection islamiste. Une trentaine de ces fugitifs, dont un considéré comme extrêmement dangereux, suscitent une vive inquiétude parmi les autorités.

L'ONG Plataforma Decide rapporte que 248 personnes ont été tuées au cours des 65 derniers jours, en raison des violences post-électorales qui secouent le pays.

La crise politique au Mozambique a des répercussions au-delà de ses frontières. L'attitude de l'Afrique du Sud, voisine influente, est particulièrement critiquée. Peu après la validation des résultats par la Cour constitutionnelle mozambicaine, le secrétaire général du Congrès national africain (ANC) a félicité Daniel Chapo pour sa victoire, une position qui tranche avec celle des États-Unis, qui ont exprimé leur « inquiétude » face au manque de transparence du scrutin.

Des observateurs locaux dénoncent la « nonchalance » du gouvernement sud-africain, dominé par l'ANC, face à la crise explosive à ses portes. Cette situation alimente les craintes parmi les mouvements de libération au pouvoir dans la région, tels que l'ANC en Afrique du Sud, la Zanu PF au Zimbabwe et le MPLA en Angola. Ils redoutent que l'agitation au Mozambique n'inspire des velléités similaires chez leurs opposants.



Photo : CDC-CI

CÔTE D'IVOIRE

LA CDC-CI CAPITAL INVESTIT 1,5 MILLIARD FCFA DANS ADVANS CI POUR SOUTENIR LES PME ET LES INITIATIVES CLIMATIQUES

La CDC-CI Capital investit 1,5 milliard FCFA dans Advans CI pour soutenir les PME et les initiatives climatiques

Le 20 décembre 2024, la Caisse de dépôt et de consignation de Côte d'Ivoire (CDC-CI), à travers sa filiale CDC-CI Capital, a signé une convention de financement d'un montant de 1,5 milliard de FCFA avec la microfinance Advans-Côte d'Ivoire. Cet investissement stratégique vise à renforcer le financement des petites et moyennes entreprises (PME) tout en promouvant des initiatives en faveur de la résilience climatique.

Lors de la cérémonie de signature, Arthur Coulibaly, Directeur général de CDC-CI Capital, a souligné l'importance sociale de cet investissement. Il a expliqué que ce financement permettra de soutenir les petits producteurs, souvent exclus des circuits financiers traditionnels, en contribuant à l'amélioration de leurs revenus et à leur inclusion financière.

« Ce projet est à la fois économique et social, et il a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des petits producteurs », a-t-il déclaré. Cet engagement revêt une signification particulière, car il constitue le tout premier investissement de CDC-CI Capital depuis sa création. Arthur Coulibaly a exprimé sa satisfaction en affirmant que cet apport permettra à Advans-CI de continuer à étendre ses services, notamment via des prêts classiques et des crédits destinés à des projets agricoles visant à atténuer les effets du changement climatique.

« C'est un moment marquant pour CDC-CI, d'autant plus qu'il s'agit de notre premier investissement », a-t-il ajouté.

De son côté, Mariam Djibo, Directrice générale d'Advans-CI, a précisé l'utilisation de ces fonds. Elle a indiqué que :

50 % seront consacrés au financement de produits visant à renforcer la résilience climatique, notamment par la diversification agricole et la décarbonation de l'économie.

Les 50 % restants seront dédiés au financement des PME, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Cette initiative, qui cible à la fois les défis climatiques et le soutien à l'entrepreneuriat, reflète une vision intégrée du développement durable.

La cérémonie s'est tenue en présence de Lassina Fofana, Président du Conseil d'administration de la CDCL, qui a salué l'impact positif de ce partenariat. Selon lui, cet investissement contribuera à la transition vers une économie plus verte et durable, tout en renforçant le tissu entrepreneurial ivoirien. Pour rappel, CDC-CI Capital est un fonds d'investissement à long terme (FILT) créé en 2023 et doté d'une enveloppe de 38 milliards de FCFA. Il est destiné à soutenir les startups, les PME, et les grandes entreprises, avec un accent particulier sur les projets à impact social et environnemental.

Cet investissement marque une étape significative dans l'engagement de la Côte d'Ivoire en faveur du développement économique durable et de la lutte contre le changement climatique. En s'attaquant simultanément aux défis de la résilience climatique et du financement des PME, la collaboration entre CDC-CI Capital et Advans-CI ouvre de nouvelles perspectives pour un avenir plus inclusif et durable.

ÉCONOMIE

ECONOMIE



Photo : AFP

Les dix pays africains les plus endettés envers le FMI

Les pays africains continuent de faire face à des niveaux d'endettement préoccupants envers le Fonds monétaire international (FMI). Au quatrième trimestre de 2024, dix pays se distinguent par leur endettement élevé, révélant leur dépendance au financement extérieur pour stabiliser leurs économies en période de crise. Bien que les prêts du FMI offrent un soulagement budgétaire, ils s'accompagnent souvent de conditions strictes influençant les politiques nationales.

Voici les dix pays africains les plus endettés envers le FMI, selon les données du 2 décembre 2024 :

1. Égypte

Encours de crédit :

9,45 milliards de dollars

L'Égypte se place en tête de liste, illustrant les défis économiques auxquels elle est confrontée pour maintenir sa stabilité budgétaire et économique.

Ces conditions incluent la réduction des subventions, des ajustements monétaires et des plans d'austérité, suscitant des débats sur leurs conséquences à long terme. Les critiques mettent en garde contre les effets potentiels de ces programmes d'ajustement structurel, qui peuvent limiter les dépenses dans des secteurs essentiels comme la santé, l'éducation et les infrastructures, posant des questions sur la viabilité de la dette et la résilience économique des pays concernés.

2. Kenya

Encours de crédit :

3,02 milliards de dollars.

Le Kenya lutte pour mettre en œuvre des réformes économiques favorisant la croissance, tout en gérant ses obligations de remboursement.

3. Angola

Encours de crédit :

2,99 milliards de dollars

Le pays s'appuie sur le soutien du FMI pour atténuer les effets des fluctuations des prix du pétrole et diversifier son économie.



4. Ghana

Encours de crédit :

2,25 milliards de dollars

Le Ghana cherche à stabiliser sa monnaie et à renforcer sa résilience économique tout en respectant ses engagements financiers.



9. Cameroun

Encours de crédit :

1,13 milliard de dollars

Le Cameroun renforce sa position budgétaire et soutient des secteurs clés grâce à l'appui du FMI.



5. Côte d'Ivoire

Encours de crédit :

2,19 milliards de dollars

La Côte d'Ivoire mobilise des fonds internationaux pour soutenir ses projets d'infrastructure et de développement.



10. Sénégal

Encours de crédit :

1,11 milliard de dollars

Le Sénégal utilise ces fonds pour financer des initiatives de développement et stabiliser son économie.



6. République Démocratique du Congo (RDC)

Encours de crédit :

1,6 milliard de dollars

Ces fonds sont essentiels pour surmonter les défis économiques de ce pays riche en ressources naturelles.



7. Éthiopie

Encours de crédit :

1,31 milliard de dollars

L'Éthiopie engage des réformes économiques malgré les conflits internes qui ont entravé son développement.



8. Afrique du Sud

Encours de crédit :

1,14 milliard de dollars

Le pays cherche à surmonter les perturbations économiques récentes et à atteindre une croissance durable.

GRAND FORMAT

INNOVER POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS ÉNERGÉTIQUES DE DEMAIN



Armand Seya

Dans un contexte où les défis énergétiques sont au cœur des préoccupations en Afrique de l'Ouest, M. Armand SEYA, directeur général de BUTEC Afrique de l'Ouest, joue un rôle clé dans la transformation du paysage énergétique de la région.

Fort d'un parcours académique solide et d'une carrière riche en expériences, il incarne une vision stratégique tournée vers l'innovation et la durabilité.

Dans cet entretien, nous explorons

son parcours, ses responsabilités actuelles, ainsi que son analyse des enjeux liés à la transition énergétique et à l'accès équitable à l'énergie.

Une discussion captivante qui met en lumière les solutions d'avenir pour relever les défis énergétiques de demain.

Bonjour M. Seya, et merci pour ce temps d'entretien. Pouvez-vous nous raconter votre parcours académique et les étapes qui vous ont conduit à occuper le poste de directeur général de BUTEC Afrique de l'Ouest ?

Bonjour, merci à vous pour cette lucarne qui m'est offerte à partir de ce 32e numéro d'Hamaniè.

Titulaire d'un baccalauréat série scientifique au collège catholique St Jean Bosco de Treichville dans les années 2000, j'ai été sélectionné pour intégrer les classes préparatoires technologiques à travers la filière MPSI (Mathématique Physique et Science de l'Ingénieur) de l'INP HB (Institut National Polytechnique Félix HOUPHOUËT-BOIGNY) de Yamoussoukro.

A l'issue des 2 années préparatoires j'ai été admis au concours d'entrée en cycle ingénieur à l'Ecole Supérieure d'Industrie dans le département GEE (Génie Electrique et Electronique) duquel je suis sorti en 2010 avec un diplôme d'Etat d'Ingénieur de Conception en Electrotechnique.

J'ai eu assez tôt l'opportunité de travailler dans des PME locales dans le domaine de l'énergie avant d'intégrer des groupes de renommée mondiale comme ABB, Schneider Electric, Engie et aujourd'hui BUTEC. Je suis passé par plusieurs postes du simple ingénieur dans la technique et le commercial, à des postes plus importants en responsabilités et en périmètre.

A la faveur de la cession des entités TIERI au groupe Engie, j'ai pris en Janvier 2018 la direction de l'entité Afric Power, spécialisée dans la fabrication de tableaux électriques et autres ensembles basse tension. J'ai été par la suite en fin 2021 nommé Directeur Général des entités Engie Energies et Services en Afrique de l'Ouest. A l'issue du rachat des entités africaines d'Engie services en Avril 2022 nous avons rejoint le groupe BUTEC dans lequel j'ai l'honneur de diriger les filiales basées en Afrique de l'ouest.

J'ai suivi durant ce parcours professionnel plusieurs formations dont le PMD (Program for Management Development) issu des business schools MDE de Côte d'Ivoire et IESE de Barcelone. Passionné de digital en plus de l'énergie, je suis titulaire d'un Digital Transformation Facilitator Certificate de l'ESCP Business School de Paris.

J'ai par ailleurs reçu plusieurs distinctions dans des catégories de jeunes leaders africains influents avant de recevoir le grade de Docteur Honoris Causa décerné par le Centre de Valorisation Professionnel de Tunis (CVPT) et L'Institut Africain de Recherche Pluridisciplinaire Appliquée (IARPA) à l'hôtel Sofitel d'Abidjan le 13 novembre 2024.

Quels ont été les moments forts de votre carrière, et comment ces expériences ont-elles façonné votre vision de l'énergie en Afrique ?

J'ai eu l'opportunité de participer à plusieurs projets qui m'ont permis au fil de l'eau de construire la vision que j'ai aujourd'hui de l'énergie en Afrique.

J'ai travaillé en tant qu'ingénieur d'affaires pour une PME ivoirienne il y a plus de 10 ans spécialisée dans le domaine des économies d'énergie par la mise en œuvre de solutions de gestion technique centralisée dans les bâtiments. J'ai été frappé par l'efficacité de ce système digital de supervision qui a permis pour de grands bâtiments administratifs à Abidjan-Plateau

d'obtenir des économies importantes allant jusqu'à 30% de la consommation globale du bâtiment. J'ai compris par cette expérience que la gestion active de l'énergie d'un site par des solutions digitales pouvait être le principal atout de réduction de sa consommation et que des gains substantiels pouvaient être générés.

J'ai travaillé sur des projets d'accès à l'énergie chez ENGIE et BUTEC par extension des réseaux électriques conventionnels centralisés ou par installation de mini-réseaux solaires en configuration décentralisée qui m'ont permis de me plonger dans la réalité du besoin d'accès à l'énergie dans plusieurs pays africains. Chez BUTEC nous avons également un savoir-faire poussé dans le métier de la maintenance en général. Nous opérons et maintenons des centrales photovoltaïques de petite et de grande envergure, garantissant leur performance en durabilité et production, et contribuant à l'accès à l'énergie pour les populations. L'urgence dans nos pays demeure malgré tous les efforts mis en œuvre à travers d'importants investissements pour favoriser l'accès à l'énergie. Aujourd'hui encore, le taux d'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest, de 52% reste largement inférieur au taux mondial de 91%.

Je me suis confronté dans l'une nos entités que j'ai eu l'honneur de piloter entre 2018 et 2021 à la contribution de l'innovation technologique dans l'efficacité et la sécurité énergétique. Nous avons dans plusieurs projets réalisés pour nos clients dans les secteurs tertiaires, industriels, santé, télécoms, etc. des projets dans lesquels nous avons conçu des solutions (tableaux de distribution, smart panels, inverseurs NS, batteries de condensateurs, variateurs de vitesse, etc.) adaptées aux besoins des clients tenant compte au cas des exigences en matière de disponibilité, de sécurité, d'efficacité, de qualité et de connectivité de l'énergie.

Quels conseils donneriez-vous à ceux qui souhaitent évoluer dans le secteur énergétique en Afrique ?

Pour aborder efficacement les enjeux énergétiques en Afrique, trois éléments fondamentaux s'imposent : la passion, l'expertise et une profonde compréhension du terrain.

Tout d'abord, il faut de la passion. Derrière les problématiques énergétiques se cache une véritable cause humaine et environnementale. Cette cause doit être perçue, comprise et pleinement adoptée par les acteurs du secteur. L'engagement à contribuer à un meilleur accès à l'énergie, tout en préservant la planète, doit être sincère et ardemment désiré.

Ensuite, il faut de l'expertise. Les solutions technologiques liées à l'énergie ne s'improvisent pas. Ce n'est pas un domaine où l'on peut se permettre des approximations. La mise en place de systèmes énergétiques performants, sûrs et durables requiert un savoir-faire éprouvé. Ces systèmes doivent garantir un haut niveau de rendement sur le long terme, tout en assurant la sécurité des opérateurs et des utilisateurs.

Enfin, il est crucial de s'imprégner des réalités du terrain africain. Chaque étape de la chaîne – qu'elle soit financière, socio-politique ou technique – doit tenir compte des particularités locales. L'Afrique présente des singularités qui ne peuvent être ignorées. J'ai personnellement constaté des situations où des systèmes importés, pourtant réputés performants, ont totalement échoué une fois confrontés aux rudes conditions environnementales locales. De même, des modèles économiques de projets ayant prouvé leur efficacité ailleurs se sont révélés inadaptés dans notre contexte.

Développer des projets viables en Afrique nécessite donc une compréhension approfondie des besoins des États, des entreprises et des populations. Cette approche, combinée à une expertise technique solide et à une passion pour la cause, est la clé pour réussir dans le domaine de l'énergie en Afrique.

En tant que directeur général, quelles sont vos principales responsabilités au sein de BUTEC Énergie et Services ?

En tant que directeur général j'ai la charge du développement durable de nos entreprises dans les 8 pays d'Afrique de l'Ouest dans lesquels nous sommes implantés : Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Burkina, Mali, Niger, Ghana et Sénégal. Cette croissance passe évidemment par une feuille de route clairement définie en collaboration avec le groupe impliquant pour chacun de nos métiers (cités plus loin) une stratégie de développement.

Le directeur général incarne également l'identité de l'entreprise. BUTEC a des valeurs fortes inculquées par le fondateur du groupe, à savoir : respecter nos engagements vis-à-vis de nos partenaires, atteindre nos objectifs quelles que soient les difficultés, exceller commercialement, techniquement et opérationnellement, et surtout faire preuve d'une éthique à toute épreuve pour garantir la pérennité et le succès de nos entreprises.

BUTEC attache également une importance prépondérante aux synergies entre les entités, à la transmission du savoir et à la montée en compétence des équipes locales. Le directeur général a la mission de créer sur son périmètre ce cadre favorisant les échanges et le support nécessaire au développement de chaque entité là où elle se trouve. En somme, un seul groupe capable de pleinement se déployer dans toutes ses géographies.

Quels projets majeurs sont actuellement pilotés par BUTEC en Afrique de l'Ouest?

Dans le cadre de nos activités, nous menons plusieurs projets d'envergure dans différents domaines, comme détaillé ci-dessous :

Solutions électromécaniques

Nous travaillons avec plusieurs clients BtoB stratégiques pour concevoir et mettre en œuvre des installations techniques couvrant tous les corps d'état : électricité (courants forts et faibles), systèmes mécaniques, climatisation, automatismes, etc.

Secteur tertiaire

Nous réalisons des projets de construction de sièges de banques dans plusieurs pays de la sous-région, notamment en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Sénégal, au Niger et au Mali.

Industrie

Nous sommes engagés dans la construction, l'extension et l'automatisation d'unités industrielles dans divers secteurs : agroalimentaire, coton, caoutchouc, et bien d'autres.

IT et télécoms

Nos projets incluent la construction de datacenters, l'extension de salles IT, ainsi que l'installation d'équipements d'alimentation électrique sécurisée et de secours.

Transport et distribution d'énergie

Nous construisons des réseaux de transmission et de distribution d'énergie, comprenant des postes et des lignes électriques.

Énergies renouvelables et efficacité énergétique

Nous concevons, construisons, opérons et maintenons des centrales photovoltaïques pour des clients privés (BtoB) dans différents secteurs, ainsi que pour des organes étatiques et internationaux. Ces solutions décentralisées incluent des mini-réseaux et des centrales de petite et moyenne taille.

Facility management

Nous pilotons plusieurs contrats stratégiques avec des clients issus des secteurs des datacenters, banques, télécoms, grande distribution, et industrie. Nos équipes assurent la maintenance technique tous corps d'état de nombreuses installations.

En Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Niger, nous gérons des dizaines de contrats, parmi lesquels figurent l'exploitation et la maintenance de centrales photovoltaïques de moyenne et forte puissance. La plus importante d'entre elles, située au Burkina Faso, produit environ 70 GWh par an.

Grands projets EPC

Nous accompagnons les États africains dans leurs ambitions de construction d'infrastructures à travers de grands projets clés en main dans des secteurs variés : eau, énergie, industrie, hydrocarbures, etc.

Comment BUTEC répond-elle aux besoins énergétiques croissants des pays de la sous-région tout en intégrant des solutions durables ?

La sous-région fait face à des besoins énergétiques croissants, révélant un déficit d'infrastructures performantes capables de suivre la courbe de la demande. BUTEC, fort de sa solide expérience et de son savoir-faire, s'est donné pour mission d'accompagner les autorités publiques et les entreprises privées dans leur transition énergétique, en mettant l'accent sur la construction d'infrastructures efficaces et durables.

Notre force repose sur une riche expérience de plus de 60 ans, marquée par la livraison réussie de projets complexes d'ingénierie et de construction, souvent dans des environnements défavorables. BUTEC a débuté son parcours au Moyen-Orient, dans le domaine de l'EPC (Engineering, Procurement, Construction), avant de diversifier ses activités.

Depuis une vingtaine d'années, nous avons intégré la délégation de services publics dans les secteurs de l'électricité, ainsi que la distribution et le traitement de l'eau (utilities services). Plus récemment, nous avons renforcé notre expertise dans les solutions électromécaniques pour le secteur tertiaire et l'industrie, ainsi que dans les services de maintenance et l'efficacité énergétique (facility services).

Ces deux dernières spécialités, qui étaient déjà présentes au sein du groupe, ont été significativement développées grâce à l'acquisition, en avril 2022, des entités services du groupe ENGIE en Afrique.

Cette acquisition stratégique a confirmé la volonté de BUTEC de s'implanter durablement sur le continent, de continuer à investir et de contribuer activement à la réalisation des objectifs fixés par les ambitieux plans de développement durable en cours dans nos pays.

Le secteur énergétique est confronté à des défis liés à la sécurité énergétique et à l'accessibilité. Comment les pays uest-africains peuvent-ils surmonter ces défis, selon vous ?

L'Afrique de l'Ouest affiche un taux d'accès à l'électricité globalement faible, avec certains des pays les moins électrifiés au monde. Pourtant, cette région se distingue par une augmentation rapide de la consommation électrique, conséquence directe de la nécessité d'électrification pour accompagner son développement et de sa croissance démographique : 800 millions d'habitants sont attendus d'ici 2050, contre 447 millions aujourd'hui.

La demande en énergie électrique au sein de la CEDEAO, qui s'élevait à 15,3 GW en 2018, a atteint 21,3 GW en 2022 et devrait progresser à 26,8 GW en 2025, selon les projections de l'AFD. Ces chiffres soulignent l'urgence d'actions efficaces pour répondre aux besoins croissants.

Progrès réalisés grâce aux projets d'intégration régionale

Des initiatives ambitieuses, portées par le WAPP (West African Power Pool), visent à intégrer les réseaux électriques nationaux dans un marché régional unifié de l'électricité. Parmi les projets phares, on peut citer :

La dorsale nord : une ligne haute tension (330 kV) de 832 km reliant le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso, le Togo et le Bénin, financée par l'AFD.

Le projet CLSG : une ligne haute tension (225 kV) de 1357 km connectant les réseaux de la Côte d'Ivoire, du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée.

Les organisations régionales, comme l'OMVS et l'OMVG, jouent également un rôle central en pilotant des projets de production et de transport d'énergie à l'échelle régionale.

Énergie décentralisée : une solution complémentaire et durable

Parallèlement aux efforts d'intégration régionale, l'énergie décentralisée représente une solution clé pour améliorer l'accès à l'électricité, en particulier dans les zones rurales éloignées. La construction de mini-réseaux solaires, proches des populations, permet d'offrir une alternative viable et rapide pour répondre aux besoins des localités difficiles d'accès.

Lancé fin 2022, le programme AMP Africa Minigrid, financé par plusieurs bailleurs internationaux et coordonné par le PNUD en collaboration avec les États, vise à adopter de nouveaux modèles d'alimentation électrique. Ces mini-réseaux, indépendants des réseaux nationaux, sont moins coûteux, plus rapides à installer et respectueux de l'environnement.

De manière générale, le programme de mini-réseaux pour l'Afrique prévoit de desservir 21 pays du continent. Selon une modélisation du PNUD, cette approche représente la solution la plus économique pour fournir de l'électricité à 265 millions de personnes d'ici 2030.

Avec l'essor des partenariats public-privé dans le domaine de l'énergie, quelle est votre vision pour maximiser leur impact en Afrique ?

Les partenariats Public-Privé (PPP) permettent aux autorités publiques de lancer de grands projets d'intérêt général tout en échelonnant les coûts sur une longue durée. Ces partenariats fonctionnent particulièrement bien lorsque les technologies et l'innovation du secteur privé se conjuguent avec les incitations du secteur public, assurant ainsi la livraison des projets dans les délais impartis et dans le respect des budgets alloués.

Pour maximiser l'impact des PPP, il est essentiel que les autorités publiques conçoivent des plans directeurs solides et bien structurés. Ces plans doivent définir les besoins à moyen et long terme dans chaque secteur d'activité. Dans le domaine de l'énergie, par exemple, ils doivent traduire les orientations des politiques énergétiques nationales et détailler les étapes clés pour atteindre les objectifs fixés à court, moyen et long termes, tels que les horizons 2030, 2040 et 2050. Une planification rigoureuse dans le temps et l'espace garantit la viabilité et l'attractivité des projets, créant ainsi un environnement fertile pour tirer pleinement parti des avantages offerts par les PPP.

Un cadre de collaboration efficace repose également sur la transparence, la bonne gouvernance et la stabilité socio-politique. Ces éléments sont cruciaux pour instaurer un climat de confiance mutuelle entre les secteurs public et privé. Par ailleurs, des mécanismes incitatifs, tels que des politiques attractives et des garanties adaptées, sont nécessaires pour séduire les investisseurs et renforcer leur engagement envers les projets locaux.

Du côté des investisseurs privés, une approche flexible et adaptée aux réalités locales est primordiale. Cela implique d'intégrer les acteurs locaux à tous les niveaux, depuis la conception jusqu'à l'exploitation. En allant au-delà des aspects techniques de construction et de transfert d'actifs, les investisseurs peuvent soutenir un développement socio-économique durable, contribuant ainsi à transformer les communautés où ils opèrent. Une telle vision inclusive maximise non seulement l'impact des projets, mais également leur acceptabilité et leur pérennité.

Quelles sont les tendances technologiques ou stratégiques que vous voyez transformer le secteur énergétique en Afrique dans les prochaines années ?

Les analyses géospatiales révèlent que pour répondre efficacement aux besoins en électricité des populations du Sahel et, par extension, de l'Afrique de l'Ouest, plusieurs technologies doivent être mises en œuvre de manière complémentaire. L'extension des réseaux électriques permettra de raccorder près de la moitié des ménages sans accès à l'électricité, notamment dans les zones densément peuplées comme le Sénégal et la Mauritanie. Les mini-réseaux joueront un rôle crucial en connectant un tiers de la population, tandis que les systèmes solaires individuels offriront une solution rapide et économique pour environ un cinquième des ménages concernés. Il est donc impératif que les programmes énergétiques actuellement en cours respectent leurs calendriers et atteignent pleinement leurs objectifs.

Les découvertes récentes de gisements pétroliers et gaziers en Afrique de l'Ouest représentent une opportunité majeure pour améliorer l'accès à l'électricité et renforcer la sécurité énergétique de la région. Parmi les principales découvertes figurent les gisements de Calao et Baleine en Côte d'Ivoire, de Bir Allah en Mauritanie, de Sangomar au Sénégal et de Kafra au Niger. Le gaz de Yakaar-Téranga, au Sénégal, alimentera quatre centrales électriques, réduisant ainsi le coût de l'électricité pour les populations locales. En revanche, le gaz de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), situé dans les eaux sénégalo-mauritaniennes, est principalement destiné à l'exportation, répondant davantage à des enjeux économiques que sociaux.

Les États d'Afrique de l'Ouest intensifient leurs efforts pour créer un cadre favorable au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, conformément aux objectifs de mix énergétique qu'ils se sont fixés pour 2030. En Côte d'Ivoire, des projets tels que Ferké Solar, Kong Boundiali (solaire), Biovéa (biomasse) et Gribou Popoli (hydraulique) permettront d'atteindre une part de 47 % d'énergies renouvelables dans la capacité de production nationale d'ici 2030. De manière similaire, la Banque mondiale a approuvé en 2022 un financement de 311 millions USD pour le projet RESPITE, qui vise à renforcer la capacité d'énergies renouvelables dans des pays comme le Libéria, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo, tout en facilitant l'intégration régionale grâce à l'installation de 106 MW d'énergie solaire photovoltaïque et 41 MW de capacité hydroélectrique.

Sur le plan technologique, la digitalisation s'impose progressivement dans le secteur énergétique africain. Combinée à l'Intelligence Artificielle (IA), elle permettra d'optimiser l'exploitation et la maintenance des réseaux électriques, réduisant ainsi les pertes et augmentant leur efficacité. L'IA contribuera également à une meilleure gestion de l'énergie, en facilitant des décisions éclairées et une utilisation durable des ressources. Par ailleurs, la digitalisation jouera un rôle clé dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments en Afrique, grâce à des solutions innovantes de supervision et de pilotage.

Les solutions de stockage d'énergie deviendront essentielles pour stabiliser l'approvisionnement énergétique et pallier l'intermittence des énergies renouvelables. De même, l'électrification des transports, qu'ils soient personnels ou collectifs, réduira la dépendance aux combustibles fossiles et limitera les émissions de gaz à effet de serre dans un secteur particulièrement énergivore.

Enfin, l'hydrogène vert, bien qu'encore émergent en Afrique, pourrait jouer un rôle déterminant dans les années à venir. L'Africa Green Hydrogen Alliance (AGHA), qui regroupe des pays comme l'Égypte, le Kenya, la Mauritanie, le Maroc, la Namibie et l'Afrique du Sud, catalyse le développement de cette ressource. L'Afrique a l'opportunité de devenir un acteur majeur du marché mondial de l'hydrogène vert, réduisant sa dépendance aux combustibles fossiles tout en contribuant à un avenir énergétique durable et prospère.

Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever pour garantir un accès équitable et durable à l'énergie en Afrique ?

Garantir un accès équitable et durable à l'énergie en Afrique reste un défi majeur, en raison de multiples obstacles structurels, financiers et techniques.

Le premier défi réside dans l'insuffisance des infrastructures énergétiques. Dans de nombreuses régions rurales, les réseaux électriques sont obsolètes ou inexistantes, limitant drastiquement l'accès à l'électricité. Cette situation freine non seulement le développement économique mais aussi les services essentiels tels que l'éducation et la santé.

Le manque d'investissements significatifs dans les infrastructures énergétiques constitue un autre frein majeur. Les financements restent insuffisants pour répondre à la demande croissante en énergie, ce qui ralentit la réalisation de projets d'envergure capables de transformer durablement le paysage énergétique africain.

L'intermittence des énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien, représente également un défi important. Ces sources d'énergie nécessitent des solutions de stockage efficaces et des systèmes de gestion intelligente pour garantir une fourniture stable et continue. Sans ces innovations technologiques, l'expansion des énergies renouvelables pourrait être limitée dans son impact.

Par ailleurs, les coûts élevés de l'énergie, en particulier dans les zones non connectées aux réseaux, rendent l'électricité inabordable pour de nombreuses populations. Cette problématique appelle à des modèles économiques inclusifs, tels que des subventions ciblées ou des tarifs adaptés, pour garantir un accès à faible coût.

Enfin, la gouvernance et les régulations doivent être considérablement renforcées. Un cadre réglementaire transparent, stable et incitatif est essentiel pour attirer les investisseurs, sécuriser les financements et assurer la mise en œuvre de projets énergétiques durables.

Surmonter ces défis nécessite une approche collaborative et multisectorielle. Les gouvernements doivent jouer un rôle clé dans l'élaboration de politiques publiques robustes et dans la coordination des efforts. Les investisseurs privés peuvent apporter des financements et des innovations technologiques, tandis que les communautés locales doivent être intégrées dans les processus décisionnels pour assurer l'adoption et la pérennité des solutions mises en place. L'innovation, en particulier dans les domaines de la digitalisation et des énergies renouvelables, devra être au cœur des stratégies pour garantir un avenir énergétique durable et équitable pour tous.

“Mot de fin

Les pays africains regorgent de ressources énergétiques suffisamment importantes et variées pour répondre non seulement aux ambitions de la transition énergétique en matière de mixité, mais également à la forte demande en énergie conséquence de l'urbanisation galopante des villes africaines qui affichent des projections exponentielles à l'horizon 2050.

Dans un tel écosystème, l'accès à des financements internationaux adaptés ainsi que la coopération entre les Etats et des partenaires internationaux crédibles, installés dans les pays au plus près du besoin et disposés à investir dans le long terme comme BUTEC s'avère être d'une évidente nécessité pour relever le défi.





Photo : AFP

CÔTE D'IVOIRE PARI RÉUSSI POUR LA CHEFFE ZEINAB BANCÉ, NOUVEAU RECORD GUINNESS DU PLUS LONG MARATHON DE CUISINE

Pari réussi pour la cheffe Zeinab Bancé, nouveau record Guinness du plus long marathon de cuisine



En Côte d'Ivoire, la cheffe Zeinab Bancé s'est lancée dans un défi extraordinaire depuis le mardi 17 décembre 2024 : battre le record Guinness du plus long marathon de cuisine. En préparant environ 15 000 plats destinés à des familles dans le besoin, et en ne s'accordant que cinq minutes de pause par heure, elle a réussi à devenir la nouvelle championne mondiale de cette épreuve culinaire.

Le dimanche 22 décembre au soir, Zeinab a franchi la barre des 120 heures de cuisine, surpassant ainsi le précédent record de 119 heures et 57 minutes. Mais, animée par une détermination inébranlable, elle a choisi de poursuivre son marathon, repoussant encore ses limites au-delà des cinq jours déjà écoulés. « En tant que cheffe, je fais face à des défis de ce genre, souvent sous pression. Un événement comme celui-ci est une occasion en or pour moi. J'adore relever des défis, me surpasser et réaliser ce que d'autres trouvent difficile », a-t-elle déclaré avec passion.

Depuis le début de cette aventure, l'agora de Koumassi est en effervescence. Jour et nuit, des supporters affluent pour encourager leur compatriote. « Zeinab, si tu ne dors pas, je ne dors pas », lance un supporter fidèle, présent sur place depuis cinq jours. « Elle incarne notre

nation, et je suis ici pour la soutenir jusqu'à la fin. C'est ma sœur qui se bat. Être ivoirien, c'est faire preuve de solidarité et d'esprit de famille. Dès l'annonce de cette compétition en novembre, j'ai su que ce serait une grande fête », s'enthousiasme-t-il.

Au cours de ce marathon, Zeinab a préparé une grande variété de mets ivoiriens et africains, qui ont ensuite été distribués à des centres sociaux et des hôpitaux. Une dégustation a également été offerte au public, rassemblé autour de cette cheffe inspirante, dont la détermination suscite une véritable ferveur nationale.

Ce défi culinaire va bien au-delà d'un simple record. Il incarne un puissant élan de solidarité et de générosité envers les plus démunis, tout en mettant en lumière le talent et la richesse de la gastronomie ivoirienne. Zeinab Bancé, par son engagement et sa persévérance, est devenue une source d'inspiration pour de nombreux Ivoiriens.

Elle prouve ainsi que la cuisine peut être bien plus qu'un art : un véritable vecteur de changement, de partage et d'unité.

TRIBUNAL DE BELGIQUE

SOCIETE



Photo : AFP

Le procès de la chanteuse malienne Rokia Traoré reporté au 8 janvier 2025

En détention depuis six mois en Europe, la chanteuse malienne Rokia Traoré s'est présentée devant le Tribunal correctionnel de Bruxelles le lundi 23 décembre 2024. Cette affaire complexe découle d'un conflit l'opposant au dramaturge belge Jan Goossens concernant la garde de leur fille, née en 2015. En 2023, Rokia Traoré avait été condamnée par contumace par le Tribunal de Bruxelles pour « non-représentation d'enfant », une décision ayant conduit à son arrestation en Italie en juin dernier, suivie de son extradition vers la Belgique il y a deux semaines.

Lors de l'audience, Rokia Traoré, vêtue d'une doudoune noire sans manches et arborant un bandeau sombre sur ses cheveux courts, a pris la parole d'une voix faible, ses traits marqués par les épreuves. Le président du tribunal a dû lui demander de s'exprimer plus fort.

« Je n'ai aucun problème à ce qu'il y ait un procès, que l'on règle cela une bonne fois pour toutes », a-t-elle déclaré, les mains menottées dans le dos.

Son avocat, Dimitri de Béco, a plaidé pour un nouveau procès en sa présence, contrairement au jugement rendu en 2023, où elle avait été condamnée en son absence pour non-

représentation d'enfant.

La situation s'est toutefois compliquée en raison du récent changement d'avocat de Rokia Traoré.

« Je ne suis pas en mesure aujourd'hui de défendre sur le fond du dossier, qui est complexe », a expliqué Dimitri de Béco.

Il a demandé un report de l'examen de la demande, une requête acceptée par le tribunal, qui a fixé une nouvelle audience au 8 janvier 2025.

En revanche, la demande de libération provisoire de Rokia Traoré a été rejetée. Le procureur a exprimé des craintes quant à un risque de fuite, déclarant :

« C'est la cage qui s'ouvre et l'oiseau qui s'envole », une référence à des épisodes passés où Rokia aurait quitté le territoire européen pour le Mali malgré des interdictions.

L'avocat de Jan Goossens a souligné que son client n'a pas vu sa fille depuis plus de cinq ans et a rappelé que Rokia Traoré avait quitté l'Europe à plusieurs reprises lorsque l'occasion lui en avait été donnée, notamment après une arrestation en France en 2020.

« Je voudrais que ma fille puisse voir son père, moi aussi », a déclaré Rokia Traoré, bien que ses paroles n'aient pas semblé convaincre le tribunal.

Dans la salle d'audience, Jan Goossens, assis au deuxième rang, a exprimé son exaspération par quelques soupirs, particulièrement lorsque son ancienne compagne a affirmé qu'elle avait « peur depuis des années d'amener sa fille en Belgique et qu'elle n'en reparte pas ».

Ce dossier, marqué par des émotions intenses et des enjeux familiaux cruciaux, continue de susciter l'attention. Le tribunal devra se prononcer sur le fond de l'affaire en janvier 2025, avec comme toile de fond des relations tendues et des divergences irréconciliables entre les deux parties.



Photo : ONU Infos

Médecins Sans Frontières alerte sur la progression de l'épidémie de choléra due à l'afflux de réfugiés soudanais

Le 20 décembre, le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) a tiré la sonnette d'alarme face à un afflux massif de réfugiés soudanais au Soudan du Sud, fuyant les violences qui sévissent au Soudan. Trois jours plus tard, Médecins Sans Frontières (MSF) a exprimé ses préoccupations, signalant que plus de 5 000 personnes traversent quotidiennement la frontière depuis le début du mois.

Les deux centres de transit de Renk, situés du côté sud-soudanais, sont désormais débordés. Conçus pour accueillir 8 000 personnes, ils hébergent actuellement plus de 17 000 déplacés.

Le HCR estime que, durant les trois dernières semaines, plus de 80 000 réfugiés, principalement des femmes et des enfants, ont franchi la frontière. Ces déplacements massifs résultent de l'intensification des combats dans les États du Nil Blanc, de Sennar et du Nil Bleu.

Face à cette crise, MSF alerte sur les conditions de vie désastreuses des réfugiés. Beaucoup sont contraints de dormir à l'extérieur, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau potable et aux soins de santé. Les camps sont saturés, les déchets s'accumulent, et les latrines débordent, exacerbant les risques sanitaires. L'épidémie de choléra, déclarée fin octobre, progresse à un rythme alarmant, notamment

dans les camps des États d'Unity et de l'Equatoria central.

- 92 décès ont été enregistrés dans l'État d'Unity.

- 25 décès ont été recensés dans les camps proches de Juba.

Mamman Mustapha, chef de mission à MSF, a dénoncé la contamination de l'eau potable et l'état critique des patients qui arrivent dans les centres de soins.

« Beaucoup de ces patients sont aux portes de la mort lorsqu'ils atteignent nos installations », a-t-il déclaré, appelant à des mesures immédiates pour freiner la propagation de la maladie.

Selon MSF, sans intervention rapide, le nombre de cas de choléra pourrait exploser dans les jours et semaines à venir, aggravant une crise déjà dramatique. L'organisation appelle la communauté internationale à une mobilisation immédiate pour fournir de l'eau potable, renforcer les infrastructures sanitaires et garantir des soins médicaux adéquats aux réfugiés.

Cette crise met en lumière les défis humanitaires croissants auxquels est confronté le Soudan du Sud, nécessitant une attention urgente pour éviter une catastrophe de plus grande ampleur.

TRAGIQUE AU LARGE DU MAROC

SOCIETE



Photo : AP

Naufrage tragique au large du Maroc : Près de 70 migrants, principalement originaires du Mali, portés disparus

Un nouveau drame migratoire a endeuillé les côtes marocaines. Le 19 décembre, un bateau transportant environ 80 migrants, principalement originaires du Mali, a sombré au large des côtes marocaines. Selon le gouvernement malien, près de 70 personnes sont portées disparues, dont 25 ressortissants maliens.

Seuls 11 survivants, parmi lesquels 9 Maliens, ont pu être secourus. Le ministère malien a confirmé ce bilan tragique après avoir croisé des informations provenant de multiples sources, incluant les ambassades du Mali en Mauritanie et au Maroc, les familles des victimes, les élus locaux et les rescapés.

Ce naufrage met une fois de plus en lumière les dangers extrêmes auxquels sont confrontés les migrants empruntant la périlleuse route maritime vers l'Espagne.

Cet événement tragique survient alors que l'année 2024 se termine sur un bilan particulièrement lourd pour les migrations maritimes vers l'Espagne.

L'ONG espagnole Caminando Fronteras a publié un rapport alarmant indiquant que plus de 10 400 migrants ont perdu la vie ou ont disparu en mer en tentant de rejoindre les côtes espagnoles cette année. Cela représente une moyenne tragique de 30 décès par jour entre janvier et le 15 décembre.

L'ONG qualifie 2024 comme l'année la « plus meurtrière » depuis le début de ses relevés et appelle à une vigilance accrue des autorités maritimes face aux embarcations en détresse. Le Mali, durement touché par ce naufrage, traverse une crise sécuritaire et multidimensionnelle depuis 2012, marquée par des insurrections indépendantistes et des violences jihadistes. Cette situation instable pousse de nombreux Maliens à fuir leur pays dans l'espoir de trouver une vie meilleure, souvent au péril de leur vie.

Ce drame met en évidence la nécessité d'une coopération internationale renforcée pour lutter contre le trafic de migrants et protéger les vies humaines. Il est urgent que la communauté internationale prenne des mesures concrètes pour :

- Améliorer la sécurité des routes migratoires.
- Offrir des alternatives viables aux personnes en quête de sécurité et de stabilité. Ce naufrage tragique est un appel à l'action pour tous ceux qui défendent les droits humains et la dignité des migrants. La réponse collective et humanitaire à cette crise n'a jamais été aussi nécessaire. Il est impératif de garantir des solutions durables qui protègent les vies humaines et mettent fin aux tragédies récurrentes en Méditerranée.



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

 (+33) 7 55 89 00 81

 (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com